«USS COLE» AU LARGE DU LIBAN

L'ambassadeur américaine convoquée par Siniora

Le Premier ministre libanais Fouad Siniora a convoqué hier l'ambassadeur des Etats-Unis à Beyrouth, pour lui demander des «clarifications» sur la présence du bâtiment de guerre américain *USS Cole* au large du Liban, a indiqué à l'AFP une source du gouvernement.

«Le Premier ministre a convoqué Mme Michèle Sison pour lui demander de clarifier la présence du *USS Cole*» en Méditerranée, a affirmé la source. «Mme Sison a assuré que le bâtiment de guerre se trouvait dans les eaux internationales, et qu'il a été déployé pour garantir la stabilité régionale», a précisé la même source.

M. Siniora a reçu l'ambassadeur avant de déclarer devant la presse et en présence d'ambassadeurs arabes, que son gouvernement, qui est soutenu par l'Occident, n'avait «pas fait de demande à aucune partie concernant l'envoi de bâtiments de guerre».

«Aucun navire de guerre américain ne se trouve dans les eaux libanaises», a-t-il indiqué.

Des responsables américains ont annoncé jeudi que les Etats-Unis avaient décidé de déployer *l'USS Cole* au large du Liban en raison d'inquiétudes pour la situation dans ce pays, et que le bâtiment de guerre se trouvait déjà en Méditerranée orientale.

Le Hezbollah, chef de file de l'opposition, a qualifié la décision américaine d'«ingérence militaire» dans les affaires de ce pays profondément divisé par la lutte de pouvoir qui oppose la majorité parlementaire antisyrienne, soutenue par l'Occident et la plupart des pays arabes, et l'opposition, appuyée par la Syrie et l'Iran.

Cette crise empêche l'élection d'un président au Liban, sans chef d'Etat depuis plus de trois mois, et est à l'origine de fortes tensions entre l'Arabie saoudite, soutien de la majorité, et la Syrie, ancienne puissance de tutelle du Liban.

L'arrivée d'une femme à la tête du patronat secoue une Italie conservatrice

L'arrivée d'une femme, Emma Marcegaglia, une «Lady d'acier» de 42 ans, à la tête du patronat bouscule le milieu des entrepreneurs italiens, qui leur accordent d'habitude bien peu de place.

Elles ne sont guère plus de 5% à figurer dans les conseils d'administration des sociétés italiennes cotées en Bourse et n'occupent pas plus de 9% des postes de management de haut niveau, selon une recherche de l'Université Bocconi de Milan. Candidate à la succession de l'actuel patron des patrons, Luca Cordero di Montezemolo,

Emma Marcegaglia a reçu mardi un soutien massif de la part des chefs d'entreprise, qui ont voté à 95% en sa faveur, avant sa désignation officielle le 13 mars. Il aura fallu près d'un siècle pour qu'une femme accède pour la première fois à la direction de la Confindustria, le patronat italien. «Il s'agit de l'adhésion la plus élevée jamais enregistrée dans l'histoire des consultations pour le renouvellement de la présidence de Confindustria», a souligné la confédération. «C'est bien la preuve que le monde de l'entreprise italien n'est pas aussi macho! Tout le monde regarde cette nouveauté avec un grand intérêt», commente Ivan Lo Bello, président du patronat sicilien. «Cette présidence au féminin est un signe très positif pour le pays. Elle devrait encourager une présence majeure des femmes à des postes de direction dans les entreprises», a-t-il ajouté.

«C'est une nouveauté importante. Un message lancé aux entreprises et au pays tout entier», renchérit Pietro Ichino, professeur de droit du travail à l'Université de Milan. «Pas seulement parce qu'Emma Marcegaglia est une femme, mais parce qu'avec sa personnalité elle pourra jouer un rôle d'ouverture décisif pour réformer le système conservateur du patronat italien», estime-t-il. «Le nombre de femmes aux postes de direction dans les entreprises italiennes est l'un des plus bas d'Europe.

Le problème, c'est que dans notre pays, on n'accorde pas d'importance au mérite. Par ailleurs, le contexte professionnel est souvent agressif et pousse les femmes à fuir le monde des entreprises», souligne Cristina Bombelli, également professeur à Bocconi. Mais il en faut plus apparemment pour effrayer Emma Marcegaglia, une jolie femme aux cheveux châtain, surnommée la «Lady d'acier».Originaire de Mantoue dans le nord du pays, après

Photo : DR

Emma Marcegaglia.

son diplôme en économie d'entreprise et un master à la Business University de New York, elle a commencé à travailler à 23 ans dans l'entreprise familiale Gruppo Marcegaglia, dont elle est aujourd'hui l'administrateur délégué, chargée de l'administration et des finances, aux côtés de son frère Antonio.

Spécialisée dans la transformation de l'acier, cette entreprise qui a réalisé un chiffre d'affaires de 4,2 milliards d'euros en 2007 est le 10ème groupe industriel italien. Réputée pour sa ténacité et ses manières courtoises, mariée et mère d'une fillette, Emma Marcegaglia affiche également une longue expérience au sein de la Confindustria. Première femme présidente des jeunes industriels de 1996 à 2000, elle a occupé ensuite divers postes à la vice-présidence de la confédération des patrons. «Elle est très déterminée, possède une grande capacité d'analyse tout en sachant rester modeste et à l'écoute des autres. Et puis, elle ne ménage pas ses efforts. Pour elle, donner le maximum est un impératif», confie à l'AFP sa secrétaire Patrizia Longhini, qui la côtoie depuis 17 ans. Une main d'acier dans un gant de soie, dont les Italiennes attendent beaucoup.

L'Iran dit ne pas craindre des sanctions, qui pèseront sur ses affaires

L'Iran assure ne pas craindre de nouvelles sanctions de l'ONU, même si celles qui pourraient être adoptées dès aujourd'hui à cause de son programme nucléaire devraient compliquer les transactions avec le pays.

Le porte-parole de la diplomatie, Mohammad Ali Hosseini, a minimisé dimanche dernier l'impact de nouvelles mesures, en évoquant de «légers problèmes» mais aussi «différentes options pour les régler». Sur le papier, les deux résolutions adoptées par le Conseil de sécurité de l'ONU, en décembre 2006 (1737) puis en mars 2007 (1747), ne sont pas très dures. Elles ciblent uniquement des individus et entités liés aux programmes nucléaire et balistique.

L'une des rares mesures contraignantes pour les Etats membres est le gel des fonds de la banque Sepah, en cheville avec les forces armées.

Le nouveau projet de résolution, susceptible d'amendements, exhorte à la vigilance dans les transactions financières avec deux grands établissements financiers, les banques Melli et Saderat. Pour un observateur occidental sur place, ce genre d'avertissement va renchérir le coût des échanges commerciaux et dissuader un peu plus les investisseurs étrangers de s'engager dans le pays.

«Chaque résolution supplémentaire ajoute à la perception d'un risque croissant de faire des affaires en Iran», estime-t-il.

Ces mesures n'empêchent pas les commerçants iraniens de continuer à acheter des produits de première nécessité ou de grande consommation. Mais pour les importateurs, elles pèsent sur le coût des transactions financées avec des crédits à l'exportation pour leurs fournisseurs, en renchérissant les primes de risque pratiquées par les banques. Dans la classification des risques des pays de l'OCDE, qui va de zéro à sept et qui sert pour calculer ces primes, l'Iran est passé de quatre à cinq au printemps 2006, puis de cinq à six en juin 2007.

De surcroît, la prochaine résolution pourrait appeler les Etats membres à une certaine vigilance dans l'octroi de crédits à l'exportation, entraînant mécaniquement leur réduction.

L'autre conséquence des sanctions est que les entreprises livrant des équipements de haute technologie, notamment pour le secteur pétrolier, font très attention à ne pas violer la réglementation sur l'exportation de produits pouvant avoir un double usage civil ou militaire. Le directeur d'une société iranienne spécialisée dans l'équipement de forage explique ainsi être «réduit à l'inactivité depuis plusieurs mois». «Nos fournisseurs occidentaux savent que leur équipement peut être utilisé à d'autres fins que celle que nous déclarons, et même s'ils ont toute confiance dans le destinataire final, ils ne veulent pas s'exposer à une enquête de leurs autorités», explique-t-il sous le couvert de l'anonymat.

Aux sanctions de l'ONU s'ajoutent celles unilatérales des Etats-Unis et peut-être à l'avenir de l'Union européenne. L'UE n'exclut pas d'engager ses propres mesures contre Téhéran après la prochaine résolution du Conseil, selon des sources diplomatiques à Bruxelles. En raison des sanctions américaines, qui visent tout investisseur dans le secteur pétrolier et gazier, quasiment pas un seul contrat d'importance n'a été signé depuis trois ans.

L'exception a été la Chine avec un contrat en décembre, évalué à deux milliards de dollars, pour le développement du champ pétrolier de Yadavaran.

Mais il n'ajoutera que 85.000 barils par jour de pétrole à un horizon de quatre ans, soit 2% de la production actuelle. Les pressions américaines sur les banques étrangères se sont par ailleurs étendues jusqu'aux banques asiatiques, et notamment chinoises.

Comme leurs homologues occidentales, bon nombre d'entre elles refusent désormais l'octroi de lettres de crédit aux importateurs iraniens.

L'armée turque annonce la fin de son offensive en Irak

L'offensive turque visant les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de Irak s'est achevée et les unités qui y étaient engagées ont regagné hier leurs bases, a annoncé l'état-major turc, menaçant d'y retourner le cas échéant.

«Il a été conclu que l'opération a atteint ses objectifs et nos troupes ont regagné leurs bases dans le pays (...) le 29 février au matin», souligne un communiqué mis en ligne sur le site internet de l'état-major.

Selon ce document, au moins 240 rebelles du PKK ont été abattus en huit jours d'offensive. Vingt-sept membres des forces de sécurité turques ont trouvé la mort, selon le communqué. L'armée turque menace en outre de retourner dans la montagne irakienne pour combattre de nouveau le PKK si besoin est.

«Les activités des terroristes dans le nord de l'Irak seront suivies de près et aucune menace depuis ce territoire contre la Turquie ne sera tolérée», précise le texte. «La lutte anti-terroriste dans le pays et à l'étranger sera poursuivie avec détermination», ajoute le texte. L'armée affirme par ailleurs que les appels américains pour un retrait rapide du nord de l'Irak n'ont pas influencé la décision de l'état-major. «Le déclenchement et la fin de l'opération ont été entièrement déterminés par nous. Il n'est pas question d'une influence intérieure ou étrangère dans la décision des forces armées», souligne le communiqué. Jeudi, le président américain George W. Bush et son secrétaire à la Défense Robert Gates, qui s'est rendu brièvement à Ankara, avaient appelé les Turcs à quitter l'Irak «le plus vite possible».

«Les Turcs doivent agir, agir rapidement, atteindre leur objectif et partir», a déclaré George W. Bush.

L'armée turque indique aussi que cette vaste incursion menée avec des milliers de commandos «ne va pas mettre l'organisation terroriste (PKK) entièrement hors d'état de nuire», mais a montré que «la zone n'est plus un sanctuaire pour les terroristes».

272 cibles ont été pilonnées par air et 517 autres ont été attaquées par des éléments terrestres, ajoute le document.